



CABINET RÉGNIÉ & ASSOCIÉS

Audit – Commissariat aux comptes

Avenue Thomas Edison – BP 50035- Téléport 4 - Futuropolis 6

86361 CHASSENEUIL DU POITOU CEDEX

Tél. : 05 49 88 02 17

E-mail : audit@regnie-audit.fr

Pierre-Antoine RÉGNIÉ

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Habilité à certifier les informations

en matière de Durabilité

**UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DE LA VIENNE**

SIREN N° : 781 566 468

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

Ce rapport contient 26 pages



**commissaire
aux comptes**

S.A.R.L. Cabinet Régnié & Associés Audit Conseil au capital de 125 024 €

SIRET : 378 866 206 00030 – RCS POITIERS – FR63 378 866 206

Société d'Expertise Comptable et Commissaire aux Comptes

Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et listes 1 et 2 de la Haute Autorité de l'Audit

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA VIENNE

SIREN : 781 566 468

Siège social : 24 rue de la Garenne
BP 244
86000 POITIERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association UDAF de la Vienne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Associations Familiales de la Vienne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons notamment analysé :

- Les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre.
A ce titre, nos travaux ont porté sur le respect du principe d'indépendance des exercices. Nous avons validé la conformité de ces méthodes avec les règles du plan comptable général.
- Les estimations comptables importantes

Concernant la gestion des risques

Votre Association gère, pour le compte de ses usagers majeurs ou mineurs sous tutelle ou curatelle, un volume de comptes personnels représentant 67 millions d'euros.

Nous avons effectué des diligences particulières sur le fonctionnement de ces comptes pour valider les sécurités mises en place par votre Association dans le cadre de leur gestion.

La plus grosse partie des charges est constituée par des salaires. Nous avons analysé l'ensemble des travaux effectués sur ce cycle. A ce titre, la provision pour indemnité de fin de carrière s'élève à 102 856 € à la clôture. Elle a fait l'objet d'une dotation de 9 700 € ainsi que d'une reprise de 45 560 € sur l'exercice.

Concernant la consistance du patrimoine de l'association et de ses dettes, nous avons validé l'ensemble des postes significatifs.

Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- La présentation d'ensemble des comptes annuels.
Nos travaux ont consisté à vérifier que les états de synthèse et l'annexe des comptes annuels donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chasseneuil - Futuroscope,
Le 3 juin 2025



CABINET RÉGNIÉ & Associés
P.A. RÉGNIÉ
Commissaire aux Comptes

Comptes annuels au 31 décembre 2024

ACTIF**Bilan Actif des Associations et Fondations**

Groupe de dossiers : G1 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	6 480,00	1 027,72	5 452,28	2 695,89
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	24 999,09	20 753,84	4 245,25	7 729,56
Autres immobilisations incorporelles	1 776,00	1 200,22	575,78	1 167,78
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	100 386,15		100 386,15	100 386,15
Constructions	2 411 931,28	1 051 059,83	1 360 871,45	1 356 211,90
Installations techniques, matériel et outillage industriel	19 634,63	18 190,83	1 443,80	1 705,00
Autres immobilisations corporelles	1 434 185,14	1 013 615,51	420 569,63	117 507,02
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	3 500,00		3 500,00	3 510,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	28 849,03		28 849,03	30 247,57
TOTAL I	4 031 741,32	2 105 847,95	1 925 893,37	1 621 160,87
Actif circulant		0,00	0,00	0,00
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes	11 471,96		11 471,96	13 233,37
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	447 719,42		447 719,42	667 058,15
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	702 721,33	21 031,95	681 689,38	275 865,19
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 830 717,44		1 830 717,44	2 322 571,41
Charges constatées d'avance	43 285,48		43 285,48	45 284,21
		0,00	0,00	0,00
TOTAL II	3 035 915,63	21 031,95	3 014 883,68	3 324 012,33
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	7 067 656,95	2 126 879,90	4 940 777,05	4 945 173,20

PASSIF

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	322 180,46	322 180,46
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	76 149,07	115 852,39
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0,00	0,00
Réserves pour projet de l'entité	529 159,27	461 685,50
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	529 159,27	461 685,50
Autres réserves	741 657,53	767 385,30
Report à nouveau	246 325,30	352 994,37
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	679 051,98	563 974,23
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	214 510,92	173 281,67
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-293 826,55	-263 034,81
Excédent ou déficit de l'exercice	-227 565,11	13 173,49
Situation nette (sous total)	1 687 906,52	2 033 271,51
Fonds propres consommables	0,00	0,00
Subventions d'investissement	146 368,67	160 544,84
Provisions réglementées	0,00	0,00
Droits des propriétaires - (Commodat)	0,00	0,00
TOTAL I	1 834 275,19	2 193 816,35
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	10 000,00	15 800,00
TOTAL II	10 000,00	15 800,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	102 855,63	140 962,91
TOTAL III	102 855,63	140 962,91
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	973 638,98	801 043,63
Emprunts et dettes financières diverses	43 954,97	44 104,47
Avances et acomptes reçus sur commande	116 653,23	6 659,62
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	423 233,29	397 184,84
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	1 009 439,12	831 790,50
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	415 226,64	503 460,88
Produits constatés d'avance	11 500,00	10 350,00
TOTAL IV	2 993 646,23	2 594 593,94
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 940 777,05	4 945 173,20

COMPTES DE RESULTAT

Compte de Résultat des Associations et Fondations

Groupe de dossiers : G1 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 713,14	2 886,43
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		2 652,00
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	1 134 525,65	1 137 843,05
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 485 352,27	8 263 747,78
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	6 293 552,50	6 009 133,80
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	176,81	171,38
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	147 765,33	181 327,77
Utilisations des fonds dédiés	5 800,00	45 000,00
Autres produits	325 561,69	318 386,45
TOTAL I	10 101 894,89	9 952 014,86
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 052 427,16	2 027 158,36
Aides financières	15 961,54	15 124,31
Impôts, taxes et versements assimilés	618 661,43	584 094,09
Salaires et traitements	5 036 071,42	4 892 644,92
Charges sociales	1 993 417,36	1 916 716,18
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	174 704,60	149 362,27
Report en fonds dédiés		5 800,00
Autres Charges	349 471,75	360 016,44
TOTAL II	10 240 715,26	9 950 916,57
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-138 820,37	1 098,29
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	4 360,71	4 871,16
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		8,25
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	4 360,71	4 879,41

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	36 303,59	28 526,78
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	36 303,59	28 526,78
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-31 942,88	-23 647,37
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-170 763,25	-22 549,08
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	29 137,20	40 545,46
Sur opérations en capital	8 920,87	17 976,65
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	38 058,07	58 522,11
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	94 486,74	22 431,67
Sur opérations en capital	373,19	367,87
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	94 859,93	22 799,54
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-56 801,86	35 722,57
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0,00	0,00
Total des produits (I+III+V)	10 144 313,67	10 015 416,38
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	10 371 878,78	10 002 242,89
EXCEDENT OU DEFICIT	-227 565,11	13 173,49
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-35 109,12	-159 114,00
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-35 109,12	-159 114,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	35 109,12	159 114,00
TOTAL	35 109,12	159 114,00

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 4 940 777.05 €

Le résultat net comptable est une perte de 227 565.11 €.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- A la charte UNAF/UDAF 1997
- Aux principes comptables de base.
- CRC 99-01 et 2018-06 et application plan comptable ESMS arrêté 15 décembre 2021

REGLES GENERALES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- * indépendance des exercices

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés en fonction de la durée de vie prévue.

En application de la méthode de décomposition sur les actifs, les constructions sont amorties suivant le tableau ci-dessous comme l'année précédente:

	durée amort initiale		durée restante
Gros œuvre	60 ans	amortissements pratiqués sur 5 ans	55 ans
Couverture	40 ans	amortissements pratiqués sur 5 ans	35 ans
Second œuvre	30 ans	amortissements pratiqués sur 5 ans	25 ans

L'aménagement du terrain a été réintégré sur le poste de la construction (amortissement linéaire de 10 ans), dans le sous- poste de V.R.D.

Faits marquants de l'exercice :

La clôture d'un exercice budgétaire permet de porter un regard objectif et croisé, une analyse pertinente des budgets alloués par rapport à chaque mission exercée par les différents services de l'Udaf. L'inflation constatée depuis 2021 selon l'INSSE en France est de 13.7% (2024 : 2%, 2023 : 4.9%, 2022 : 5.2%, 2021 : 1.6%). Force est de constater que les différents budgets n'ont pas suivis cette inflation malgré des efforts constants des financeurs pour maintenir les différentes masses salariales.

Néanmoins, l'année 2024 aura été marquée par une avancée attendue par le secteur avec l'accord du Ségur pour Tous signé le 4 juin 2024 et son extension par arrêté en date du 5 août 2024 avec un effet rétro actif au 1^{er} janvier 2024 pour « tous les oubliés du Ségur ». Le montant des Produits à Recevoir de l'ETAT au 31 décembre 2024 est de 192 139.98 € sur un total versé de 243 015.61 €..

1. Gouvernance

Après quarante années au service de l'Udaf, Madame Catherine LANDREAU a fait valoir ses droits à la retraite et a quitté son poste le 30 septembre 2024. Monsieur RAGUENEAU, nouveau Directeur Général a pris son poste le 16 juillet 2024.

L'Udaf de la Vienne aura 80 ans le 6 novembre 2025 et de nombreuses actions seront menées sur cette année.

2. Bienveillance

Dans une démarche continue d'amélioration de la qualité et des relations sociales, un travail est engagé autour de la bienveillance par le biais de groupe de travail mais aussi par la formation des personnels à cette thématique. L'objectif est de former à terme l'ensemble des salariés.

3. Pôle Institution Familiale

L'année sera marquée par les 25 ans du dispositif de Lire et faire lire dont l'objectif est de développer le plaisir de la lecture et de la solidarité intergénérationnelle en direction des enfants fréquentant les écoles primaires et autres structures.

Le développement de l'action Lire ensemble se poursuivra à l'attention des personnes âgées ou en situation de vulnérabilité.

L'accompagnement des Associations adhérentes restera une priorité. Pour exemple, nous accompagnerons Parents Solos dans son déploiement de ses groupes de parents de paroles

4. Pôle Familles et Accompagnement

4.1. Le Service Environnement Social et Familial

L'accompagnement au Micro Crédit sera temporairement suspendu en l'absence de financement et de partenaires financiers.

Le Conseil Suivi Budgétaire est sollicité par différentes entreprises ou administrations au vu du contexte économique actuel. Les différents Points Conseils Budget voient leurs activités évoluer de façon significative pour les mêmes raisons. L'Action Logement s'inscrit dans des perspectives identiques.

4.2. Le Service Accompagnement

La convention MASP (Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé) est revue à la baisse par le département de 110 mesures à 105 mesures par mois à réaliser. Néanmoins, l'objectif est de développer l'action collective dans le cadre des MASP et d'envisager l'évolution de cette mesure.

4.3. Le Service AEMO/ AED

Le service AEMO/AED/AEMOR a bénéficié d'une extension de places de 50 places en 2024 en AEMO/AED. Le projet de service de l'AEMOR a été revu et devra voir sa mise en œuvre concrète en 2025. Une des préoccupations du service est l'augmentation significative de la liste d'attente, malgré l'extension de places et l'obtention de moyens complémentaires.

4.4. Le Service Familles

L'habilitation du service sera revue en juillet 2025. A cette occasion, nous devons réaffirmer que la mesure AGBF s'inscrit dans les dispositifs de protection de l'enfance au même titre que l'AESF. Un travail est à mener sur les doubles

mesures AGBF/ AEMO/AED/AEMOR ou MAGBF/MASP et l'articulation des interventions des différents professionnels pour améliorer la qualité du service rendu aux mineurs et à leur famille.

5. Pôle Insertion

5.1. Les Pensions de Familles

La Pension de Famille Partagée de Saint Benoît verra le début des travaux de ces nouveaux locaux en avril 2025 et une réception de ceux à l'automne 2026. Elle aura pour objectif d'accueillir des personnes en situation de handicap vieillissant.

5.2. Les Familles Gouvernantes

Ce dispositif a démontré son efficience en terme d'accueil pour des personnes en situation de handicap psychique. Notre projet serait de le dupliquer sur le Territoire de Châtelleraut pour répondre aux besoins de ce territoire.

5.3. Le SAVS

Le SAVS voit sa liste d'attente augmenter au fil des années. Une étude sur le devenir des personnes inscrites sur liste d'attente est à mener afin de connaître le type d'accompagnement proposé à ces personnes faute de solution adaptée.

5.4. Le GEM de Châtelleraut

Le GEM voit son nombre d'adhérents augmenter, entraînant des demandes d'accompagnements complémentaires.

5.5. Le Service Emploi Formation Handicap

Le service Espoir 86 devient le Service Emploi Formation Handicap en 2025 pour rendre plus lisible ses missions auprès des partenaires et prescripteurs.

Le Dispositif Emploi Accompagné poursuit son activité avec une liste d'attente qui tend à augmenter au fil des mois.

Les Appuis Spécifiques ont démarré un nouveau marché en 2024 suite à l'appel à projet de l'AGEFIPH. Après un début de marché compliqué du fait de l'absence de prescription, l'année 2025 a vu les demandes affluées. Néanmoins l'équilibre économique de ce dispositif est fragilisé du fait du volume d'heures commandé par l'AGEFIPH inférieur aux perspectives de l'appel à projet. Des réflexions sont mener pour développer la formation en entreprise pour favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap.

6. Le Pôle Adultes

L'habilitation du service sera revue en juillet 2025. Il est à noter une hausse croissante de l'activité avec une évolution des publics notamment de plus en plus jeunes présentant des handicaps psychiques et des problématiques d'addictions.

La hausse de l'activité et les évolutions des publics nécessitent l'évolution de pratiques professionnelles à moyen constant dans un contexte de difficulté de recrutement de personnel qualifié. Une réorganisation est en cours sur le pôle mobilisant l'ensemble des professionnels et il est à souligner l'engagement donc font preuve l'ensemble des personnels.

Néanmoins, les difficultés de recrutement et l'évolution des publics nécessiteront d'être soutenus par des moyens complémentaires.

7. Les Services Supports

L'ensemble des services supports sont aux services des missions des différents Pôles. L'objectif est de fédérer les différentes interventions de ces services pour améliorer le service rendu aux personnes accompagnées mais aussi à l'ensemble des personnels et associations adhérents de l'Udaf. Cela passera par des réorganisations et clarifications de missions pour chaque service.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : Lors du report des immobilisations sur le nouveau logiciel, les immobilisations dont la VNC était nulle n'ont pas été repris à ce jour.

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 4 031 741 E

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
Immobilisations incorporelles	29 775	3 571	91	33 255
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	3 000	3 480	0	6 480
20300000 Frais d'études, de recherche et de	3 000	3 480	0	6 480
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés..	24 999	91	91	24 999
20510000 Licences Logiciels	24 999	91	91	24 999
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	1 776	0	0	1 776
20800000 Autres immobilisations incorporelle	1 776	0	0	1 776
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	3 556 324	522 949	113 135	3 966 137
Terrains	100 386	0	0	100 386
21120000 Terrains bâtis	100 386	0	0	100 386
Agencements et aménagements des terrains ...	0	0	0	0
Constructions	2 342 198	70 333	599	2 411 931
21300000 Constructions	2 153 192	0	0	2 153 192
21350000 Aménagement bâtiment	115 219	67 705	0	182 924
21351000 Agencements autres	73 787	2 627	599	75 815
Installations, matériel et outillage techniques	19 054	615	35	19 635
21540000 Matériels	5 574	35	35	5 574
21550000 Outillages	13 480	581	0	14 060
Autres immobilisations corporelles	1 094 686	452 001	112 502	1 434 185
21810000 Installations générales, agencement	37 837	55 326	840	92 323
21820000 Matériel de transport	128 919	309 228	101 165	336 982
21830000 Matériel de bureau	308 996	18 951	323	327 623
21830500 Matériel de bureau global	22 281	0	0	22 281
21831000 Matériel Informatique	495 462	62 810	3 963	554 309
21840000 Mobilier	101 191	5 686	6 210	100 668
Immobilisations financières	33 758	10	1 418	32 349
Participations	3 510	0	10	3 500
26610000 Synergie app assoc ss droit re	3 500	0	0	3 500
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	30 248	10	1 408	28 849
27500000 Dépôts et cautions crédit coop	3 361	0	9	3 352
27550000 Immo.finan. cautionnements	9 910	10	1 400	8 520
27610000 Autres créances Parts CA	526	0	0	526
27611000 Autres créances parts CC	16 155	0	0	16 155
27612000 Autres Créances Parts CE	296	0	0	296
TOTAL IMMOBILISATION	3 619 856	526 530	114 645	4 031 741

Amortissements et provisions d'actif = 2 105 848 E

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	18 182	4 839	39	22 982
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	304	724		1 028
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	17 270	3 523	39	20 754
Fonds commercial (établissements privés) - dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	608	592		1 200
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	1 980 514	162 416	60 063	2 082 866
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	985 986	65 673	599	1 051 060
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériel et outillage techniques	17 349	852	11	18 191
Autres immobilisations corporelles	977 179	95 890	59 453	1 013 616
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	1 998 695	167 255	60 102	2 105 848

Créances = 1 226 075 E

Libellé	Montant brut 2024
CREANCES (a)	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations(25-26)	3 500
Prêts (274)	
Autres immobilisations financières (271 à 273, etc)	28 849
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	447 719
Autres créances clients (4096,4097, etc)	458 229
Personnel et comptes rattachés (421,)	113
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	51 886
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	192 494
Autres	
Charges constatées d'avance (486)	43 285
TOTAL CREANCES	1 226 075

Trésorerie 2024

1 830 717,44

Trésorerie de l'Udaf et de ses
services :

1 378 836,93

Trésorerie et placement du GEM :

216 092,56

Placement de l'UDAF et services

179 965,52

Trésorerie de gestion des usagers :

55 822,43

Total des disponibilités

1 830 717,44

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Fonds propres**

Enregistrement CA 2022 et modifications par nos financeurs (Dotation globale de financement)

TABEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS 2024 GLOBAL

Libellé	Solde avant modification	Augmen- tations CA 2023	Diminu- tions CA 2023	Affect. (finan- ceurs)	Régulari- sations	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D	E	
Fonds propres sans droit reprise Institution	322 180,46					322 180,46
Fonds prop.avec droit reprise Fil Ariane GEM Chât	76 149,07					76 149,07
Fonds prop.avec droit reprise GEM Loud&Mont	29 464,11				-29 464,11	0,00
Fonds prop.avec droit reprise GEM Loud&Mont	10 239,21				-10 239,21	0,00
Réserve compensation SAVS	6 684,92					6 684,92
Réserve compensation MJAGBF	90 040,33					90 040,33
Réserve compensation MJPM	262 381,17			69 039,68		331 420,85
Réserve compensation AESF	11 305,73			-1 567,41	1,50	9 739,82
Réserve compens.charges amortiss. MJAGBF	35 926,55					35 926,55
Réserve compens.charges amortiss. MJPM	55 346,80					55 346,80
Réserve Famille Gouvernante	0,00	802,81	-267,81		-535,00	0,00
Réserve Colloque Pôle Famille	2 044,87					2 044,87
Réserve Espoir IP	138 720,83	320,93				139 041,76
Réserve Emploi accompagné	92 008,40					92 008,40
Réserve Formation Espoir	10 593,49	3 193,50				13 786,99
Réserve micro-crédit	7 769,04					7 769,04
Report à nouveau Action Logement	520,00				-520,00	0,00
Report à nouveau PCB	1 725,83				-1 725,83	0,00
Réserve Espoir IS	80 945,03					80 945,03
Réserve Famille Gouvernante investiss	3 653,89					3 653,89
Réserve AEB	10 388,57		-2 277,91			8 110,66
Réserve Maison Relais Pressac	36 296,82					36 296,82
Réserve Espoir insert profess	26 276,18					26 276,18
Réserve Maison Relais CHATELLERAULT	106 302,35		-7 089,43			99 212,92
Réserve Maison Relais Loudun	46 113,77	4 179,62				50 293,39
Réserve Maison Relais Montmorillon	83 666,10		-17 863,18			65 802,92
Réserve Maison Relais Poitiers	120 360,13		-3 945,47			116 414,66
Report à nouveau IF	-4 853,06				4 853,06	0,00
FA	23 538,58				-2 940,26	20 598,32
IN	862,59					862,59
PM	75 924,04				-22 683,46	53 240,58
SOUS TOTAL DISPONIBILITES	1 762 575,80	8 496,86	-31 443,80	67 472,27	-63 253,31	1 743 847,82
RAN CITS Pressac	1 439,69					1 439,69
RAN CITS AEB	17,04		-3,21			13,83
RAN CITS AO	137,98		-59,40			78,58
RAN CITS AO 15	866,01		-6,61			859,40
RAN CITS MASP	1 000,01		-334,15			665,86
RAN CITS MJAGBF	4 252,43		-581,01			3 671,42
RAN CITS 2017 et 2018	3 558,26		-77,52			0,01
CITS GCH						264,59
CITS GLO					-0,01	0,00
CITS IF						2 540,66
CITS IN						675,48
RAN CITS Fam Gouvernantes	501,07		-2,27			498,80
RAN CITS Espoir	64,67		-12,16			52,51
RAN CITS Emploi Accompagné	348,52					348,52

Libellé	Solde avant modification	Augmen- tations CA 2023	Diminu- tions CA 2023	Affect. (finan- ceurs)	Régulari- sations	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D	E	
RAN CITS MR Châtellerault	45,48		-8,55			36,93
RAN CITS MR Loudun	45,49		-8,55			36,94
RAN CITS MR Montmorillon	122,56		-8,55			114,01
RAN CITS MR Poitiers	156,84		-8,55			148,29
RAN CITS MJPM	19 505,52		-3 173,84			16 331,68
RAN CITS ISTF	173,38					173,38
Report à nouveau MJAGBF	62 843,93	2 338,60	-38 074,42	-61 244,53	34 926,73	790,31
Report à nouveau AEMO	0,00	9 082,96				9 082,96
Report à nouveau AESF	-1 567,41	2 929,98		1 567,41		2 929,98
Report à nouveau SAVS	23 918,23	12 970,01				36 888,24
Report à nouveau MJPM	47 847,45	93 830,67		-69 039,68	22 683,46	95 321,90
Report à nouveau Action logement					10 583,18	10 583,18
Report à nouveau Gem Ch	20 139,24		-5 098,44			15 040,80
Report à nouveau Gem Lo	19 252,58	8 581,16			-27 833,74	0,00
Report à nouveau Gem Mo	39 731,71	10 531,10			-50 262,81	0,00
Report à nouveau PCB					1 725,83	1 725,83
Report à nouveau Maison Relais CHATELL	73 643,59	7 530,57				81 174,16
Report à nouveau Maison Relais Partagée					57 201,98	57 201,98
Report à nouveau IML		3 453,20				3 453,20
Report à nouveau Maison Relais Pressac	13 719,46					13 719,46
Report à nouveau Maison Relais Montmorillon					53 666,45	53 666,45
Report à nouveau Maison Relais Poitiers					40 892,63	40 892,63
Report à nouveau ISTF	958,28	1 494,41				2 452,69
Excéd affecté mesures exploit MJAGBF	31 986,47			61 244,53	-31 986,47	61 244,53
Finan mes exploit non reconc SAVS	8 253,00					8 253,00
Report à nouveau Espoir ISHP	14 047,49					14 047,49
Report à nouveau Emploi Accompagné	236 366,66	27 667,27				264 033,93
Report à nouveau MASP	18 408,12					18 408,12
Dépenses non opposab.financ.CP MAJGBF	-58 479,70		-5 657,28			-64 136,98
Dépenses non opposab.financ.CP AEMO	-26 188,43		-2 507,46			-28 695,89
Dépenses non opposab.financ.CP AESF	-2 771,21		-197,71		-1,50	-2 970,42
Dépenses non opposab.financ.CP AEMO 15	-11 510,52		-3 251,79			-14 762,31
Dépenses non opposab.financ.CP SAVS	-5 182,11		-6 387,80			-11 569,91
Dépenses non opposab.financ.CP MJPM	-158 902,84		-12 788,20			-171 691,04
Report à nouveau Institution	-70 612,98		-25 801,45		-4 874,12	-101 288,55
Report à nouveau institution P II	-21,06	453,80			21,06	453,80
Report à nouveau Micro crédit	-7 207,65	1 106,96				-6 100,69
Report à nouveau Action logement	7 538,97	2 524,21			-10 063,18	0,00
Report à nouveau MASP	-66 959,19		-73 317,14			-140 276,33
Report à nouveau Fam. Gouvernantes	-22 145,58				535,00	-21 610,58
Report à nouveau PCB	0,00		-55 214,87			-55 214,87
Report à nouveau MR LOUDUN	-3 546,79		-18 804,56			-22 351,35
Report à nouveau MR Montmorillon	39 006,84	14 659,61			-53 666,45	0,00
Report à nouveau MR POITIERS	35 658,18	5 234,45			-40 892,63	0,00
Report à nouveau MR Partagée	11 542,16	45 651,27			-57 201,98	-8,55
Report à nouveau ISTF	-1 342,78					-1 342,78
Report à nouveau AEMO DGF	-43 136,84	43 136,84				0,00
Report à nouveau AEMO 15	0,00		-5 671,15			-5 671,15
TOTAL	2 020 098,02	301 673,93	-288 500,44	0,00	-117 799,88	1 915 471,64

Le total de régularisation de 117 799.88 euros correspond aux fonds des GEM de Loudun et Montmorillon qui ne sont plus gérés par l'Udaf de la Vienne.

Provisions

CA Tableau des provisions, dépréciation, fonds dédiés et réserves de compensation

Groupe de dossiers : G1 - TOUS DOSSIERS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Prov., dép., fds déd. et rés. compens.	Montants 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Reprises de l'Exercice 2024	Montants 2024
Provisions Réglementées				
141 - Destinées à la Couverture du Besoin en Fonds de Roulement				
142 - Pour Renouvellement des Immobilisations				
143 - Provisions réglementées relatives aux stocks (ESSMS privés)				
144 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
145 - Amortissements Dérogatoires				
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)				
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)				
148 - Autres provisions réglementées				
1483 - dont provisions réglementées pour produits financiers (ESSMS privés)				
14861 - dont réserves des Plus-Values Nettes d'Actif Immobilisé				
14862 - dont réserves des Plus-Values Nettes d'Actif Circulant				
Provisions pour Risques et Charges				
151 - Provisions pour Risques				
152 - Provisions pour charges sur legs ou donations (ESSMS privés)				
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)	140 963	9 700	47 807	102 856
154 - Provisions pour restructurations (ESSMS privés)				
155 - Provisions pour impôts (ESSMS privés)				
156 - Provisions pour renouvellement des immobilisations (ESSMS privés)				
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices				
158 - Autres Provisions pour Charges				
Dépréciations				
29 - Dépréciation des Immobilisations				
39 - Dépréciation des Stocks et En-Cours				
49 - Dépréciation des Comptes de Tiers	57 972	7 183	44 123	21 032
59 - Dépréciation des Comptes Financiers				
Fonds Dédiés				
191 - Fonds reportés liés aux legs ou donations				
192 - Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS				
194 - Sur Subventions de Fonctionnement	15 800		5 800	10 000
195 - Sur Dons Manuels Affectés				
196 - Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public				
TOTAL GENERAL	214 735	16 883	97 730	133 888

La provision pour engagement de retraite des salariés a été calculée conformément aux usages.

Ces caractéristiques sont les suivantes :

- Table de mortalité :	Th 00-02 et TF 00-02
- Année de calcul :	2024
- Taux d'actualisation :	3.6. %
- Initiative du départ :	Salarié
- Age du départ à la retraite :	65 ans
- Taux de rotation du personnel cadres et non-cadres :	5 %

Le montant des droits acquis s'élève au 31 décembre 2024 à 406 014 euros ; avec un taux de charge de 50% (selon convention collective CC 1966)

Les financeurs ont alloués une provision pour un montant de 102 855.63 euros pour couvrir les indemnités de départ des salariés les plus âgés qui vont prendre leur retraite dans un délai proche.

La provision pour dépréciation pour compte de tiers (total de 21 031.95 €) concerne

- Le recouvrement des frais de gestion des usagers du service Majeur protégés pour la somme de 7 751.23 euros
- La somme de 2 144 euros pour des prestations d'Aide Budgétaire Educative.
- Et la somme de 11 136.72 euros pour les facturations MASP du Conseil Départemental

Etat des dettes = 2 993 889 €

DETTES (b)		ECHEANCES		
		- 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	973 639	96 672	337 857	539 110
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	43 955	43 955		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	423 233	423 233		
Personnel et comptes rattachés (421,)	376 190	376 190		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	491 162	491 162		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	141 912	141 912		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)				
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	532 298	532 298		
Produits constatés d'avance (487)	11 500	11 500		
TOTAL DETTES	2 993 889	2 116 922	337 857	539 110

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contribution en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes) :

Valorisation heures de bénévolat ; 2 052 heures pour l'année 2024 (Heures réelles déclarées REZO), montant total de 35 109.12 €

Charges et produits exceptionnels

Nature	Charges	Produits
TOTAL Charges et Produits exceptionnels	94 859,93	38 058,07
Charges exceptionnelles :	94 486,74	0,00
Régularisations charges sociales, salaires	10 483,16	
Régul banque et caisses	43,37	
Régularisations GEM	2 732,69	
Régularisations et factures Usagers, frais de gestion	44 972,31	
Créanciers, régularisations	4 040,67	
Factures fournisseurs	32 214,54	
Valeurs comptables des éléments d'a	360,27	0,00
Vente ordinateur direction générale	360,27	
Autres charges exceptionnelles	12,92	0,00
Caisse Pension Famille	12,92	
Produits exceptionnels & sur Exercice antérieur:		29 142,82
Régularisations caisses / banques, soldes		235,69
Régularisations charges sociales, indemnités, opco		3 324,48
Régularisation créanciers		716,82
Régularisations usagers, frais de gestion		102,88
Fournisseurs régularisations exercices précédents		24 762,95
Produits des cessions d'éléments d'	0,00	300,00
Vente ordinateur direction générale		300,00
Quote part de subvention virées résultat		8 615,25
Reprise subvention d'investissement « Rue Garenne » année 2024		7 616,75
Reprise subvention Fil d'Ariane Gem Châtellerault		542,70
Reprise subvention Agefiph, aménagement de poste		455,80

Transfert de charges

Nature	Produits 2024
<i>Transfert de charges</i>	
Usagers Pensions de Famille, participations	10 592,90
Participations autres organismes (dans le cadre des plateformes)	2 593,57
URAF pour l'Observatoire	1 250,00
Rétrocession Bouygues (Synergie)	1 951,53
Aides services civiques	2 376,65
Aides apprenti	3 000,00
Remb CAF pour salarié CA	137,84
OPCO aides tutorat apprenti	1 305,00
Reprise indemnités journalières Prévoyance	34 874,47
TOTAL	58 081,96

AUTRES INFORMATIONS**Engagements donnés :**

Nature des engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	0
Avals & cautions	0
Engagement EKIDOM (Logiparc) : Maison relais de St Eloi, sur 51 ans, début 09/2008, expire 30 juin 2059	573 621,84
Engagement SEM HABITAT 86 : MR Châtelleraut, sur 40 ans, début 02/11, fin 30/6/2050	1 173 752,33
Engagement SEM HABITAT 86 extension 7 log. 1/10/20, MR Châtelleraut, sur 30 ans, fin 31/12/2050	451 864,66
Engagement Habitat de la Vienne : Maison relais de Montmorillon, (engagem sur 12 ans), convent° 10/1/12 donc échéance 2024)	0,00
Engagement HABITAT de la Vienne : MR Loudun, 1/10/2016, fin 31/12/2066 (engagem 40 ans)	1 241 543,35
Autres engagements (intérêts d'emprunts restant à courir)	246 427,69
TOTAL	3 687 209,87

Dettes garanties par des sûretés réelles = 973 638,98 €

Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit :

973 638,98

Rémunérations

Les rémunérations versées aux six cadres dirigeants salariés exerçant les plus hautes responsabilités sont de **341 430,93** euros pour l'exercice 2024

Le montant des honoraires prévus des commissaires aux comptes pour 2024 est de **15 982** euros.

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir

Produits à recevoir :	Montant
Frais de gestion	57 038,17
Indemnités journalières prévoyance	5 706,70
Intérêts bancaires	
Fournisseurs, attente avoirs	4 792,61
Financeurs, attente subventions (UNAF, CD86)	175 326,88
TOTAL	242 864,36

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Fournisseurs Locations de matériel facturé sur 2025	6 906,23
Fournisseurs Maintenance de matériel facturé sur 2025	764,13
Assurance 2025 facturée 2024	30 408,00
Abonnement	1 894,97
Cotisations	9,00
Frais copropriété Pré Médard d'avance	
Colloque-Formation 2025 payé d'avance	3 303,15
TOTAL	43 285,48

Charges à payer

Emprunts & dettes auprès des établis. de crédit	Montant
Intérêt courus sur emprunts	2 888,64
TOTAL	2 888,64

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn., Factures à payer	173 135,55
TOTAL	173 135,55

Dettes fiscales et sociales	Montant
Remboursement salariés/administrateurs à effectuer	9 342,69
Autres charges à payer personnel (Prud'Homme versés 01 2025)	83 767,58
Provision pour congés payés : CP 2023/2024 tous services	283 079,30
Charges soc./ congés payés :Variations CP 2023/2024 tous services	150 032,03
Charges sociales de 2024 à payer en 2025 (Urssaf, Assedic...)	341 129,63
Dettes fiscales sur les salaires de 12/2024	142 087,89
TOTAL	1 009 439,12

Autres dettes	Montant
10% associations à reverser en 2025	15 965,13
Comptes gérés des tiers tutelles	51 669,44
Subventions CCAH pour Pension St Benoit	171 428,57
Débours facturation	10,44
Locataire IML et Pensions Familles	974,40
Gestion des chèques énergies usagers maisons relais	2 043,11
Charges à payer pour 173 541,38 €	
Espoir, versements à effectuer associations partenaires	150 662,77
Microcrédit, versements à effectuer partenaires	200,00
Honoraires	15 982,00
Maison Relais Châtelleraut	6 255,49
Frais de gestion à reverser	35,29
TOTAL	415 226,64

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Conseil Général, PCH d'avance	11 500,00
TOTAL	11 500,00

SUIVI DES FONDS DEDIES, total de 10 000 €

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES 2024							
Subventions de fonctionnement affectées (tableau en euros)							
Situations		Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice (compte 194)	Utilisation en cours de l'exercice (compte 7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)	Fonds à reverser au financeur	Fonds restants à engager en fin d'exercice
ETAT subvention IML	IN	5 800,00	5 800,00	5 800,00	0,00		0,00
TOTAL		5 800,00	5 800,00	5 800,00	0,00	0,00	0,00

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES 2024							
Subventions d'investissements affectées (tableau en euros)							
Maison Relais Partagée	IN	10 000,00	10 000,00				10 000,00
TOTAL		10 000,00	10 000,00	0	10 000,00	0	10 000,00

DETAIL DES SUBVENTIONS RECUES DANS L'EXERCICE

Subvention d'investissement sur biens renouvelables

réf	Nom	Montant	Période couverte
	<i>Sans droit de reprise :</i>		
	<i>Avec droit de reprise :</i>		
	TOTAL	-	

Subvention d'investissement sur biens non renouvelables

N° compte	Nom	Montant	Période couverte
13110000	Solde antérieur	156 733,24	
13110000	CAF construc 99	3 048,98	
13110000	Région construct 99	27 440,42	
13110000	Ville construct 99	19 818,37	
13110000	Conseil général Agrandissem	50 000,00	
13110000	MSA Agrandissement	1 000,00	
13110000	Maison relais achat mat 2003/2008	4 000,00	
13110000	MSA Agrandissement	3 000,00	
13110000	Conseil général Agrandissem	30 000,00	
13100000	Fil d'Ariane subv aménag Gem Châtell	3 731,61	2016-2021
13100000	DASS Subv.exceptionn.2006 invest	9 000,00	Repris
13100000	Caisse Epargne subv.achat voit.MR Pressac	10 000,00	Repris
13100000	Fil d'Ariane subv achat véhicule GEM Châtellerault	24 760,26	fin 2024
13800000	Udaf79/Gaïa 17 subv logiciel	800	Repris
13800000	AGEFIPH subv investiss amén bureau	1 750,40	Repris
13800000	OETH subv investiss amén bureau	2 279,00	fin 2024
	TOTAL	347 362,28	

réf	Nom	Montant	Période couverte
Pension Famille Poitiers	DDCS Conventions	192 172,50	2024
Pension Famille Châtellerault	DDCS Conventions	192 172,50	2024
Pension Famille Montmorillon	DDCS Conventions	177 937,50	2024
Pension Famille Loudun	DDCS Conventions	177 937,50	2024
Pension Famille Partagée	DDCS Conventions	177 937,50	2024
GEM Châtellerault	ARS	107 519,00	2024
GEM Châtellerault	Trésorerie Châtellerault	600	2024
GEM Châtellerault	Conseil Général	5 000,00	2024
Famille gouvernante	Conseil Départemental 86	49 500,00	2024
Institution	CAF (Analyse pratique)	5 785,00	2024
Institution	CAF (Gardez-nous)	4 000,00	2024
Institution	CAF (Parlons de nos enfants))	1 000,00	2024
Institution	CAF cyberharcèlement	1 000,00	2024
Institution	Caisse Epargne cyberharcèlement	100,00	2024
Institution	Crédit Coopératif cyberharcèlement	250,00	2024
Institution	DGAS Ville Poitiers cyberharcèlement	800,00	2024

Institution	DGAS Ville Poitiers Lire et Faire Lire	600,00	2024
Institution	DRFIP Préfecture (Gardez-nous)	2500	2024
Espoir Emploi Accompagné	ARS	305 974,00	2024
Espoir Emploi Accompagné	AGEFIPH - FIPHP	120 677,00	2024
Espoir Emploi Accompagné	AGEFIPH - FIPHP	32 431,00	2022-2023
MASP	Conseil Départemental	332 750,04	2024
I S T F	DDCS Conventions	23 223,00	2024
Micro-crédit	CDC Convention d'accomp.expérimentation	3 450,00	2024
Micro-crédit	Région (micro crédit)	3 450,00	2024
PCB Loudun	DDCS label Point Conseil Budgétaire	16 854,00	2024
PCB Civray	DDCS label Point Conseil Budgétaire	16 854,00	2024
PCB Châtelleraut	DDCS label Point Conseil Budgétaire	16 854,00	2024
		1 974 762,54	

Prime "SEGUR POUR TOUS"

Idem

Subventions en attente ETAT Pensions de Famille

Subventions en attente ETAT ISTF (Tuteurs Familiaux)

TOTAL SUBVENTIONS ENREGISTREES

16 347,17

46,99

1 991 156,70

Institution

Fonds Spécial, part I

159 615,38

Fonds Spécial, part II

41 027,69

200 643,07

PrestationsEspoir IDHP

A Convention AGEFIPH AS

338 073,04

338 073,04

TOTAL SUBVENTIONS & Prestations

2 529 872,81

Dotations Globales de Financement

Majeurs protégés (MJPM)

3 526 090,97

Mesures judiciaires d'aide budgétaire (MJAGBF)

543 295,16

AESF (DGF CG)

55 822,00

Aide éducative milieu ouvert (AEMO/ AED)

927 821,00

AEMO facturation autres CG

25 102,50

Site à la vie autonome (SAVS)

458 483,00

5 536 614,63

"SEGUR POUR TOUS"

DGF en attente financement ETAT MJPM

159 185,59

DGF en attente financement (CAF-MSA) MJAGBF

16 560,23

TOTAL Dotations Globales de Financement

5 712 360,45

Autres recettes

cotisations adhérents

2 713,14

Dons frais administrateurs et régularisation

176,81

Prestations autres Espoir PAS

960,00

CD 86: PCH Familles gouvernantes

144 842,79

Ad Hoc/CSB/Action logement : facturations

33 712,00

Usagers (prélèvem.FF Gestion et MR/FG) Adhérents

1 199 089,87

1 381 494,61

Reprise provisions et amortissements

147 765,33

Reprises fonds dédiés

5 800,00

Participat° frais Pôle Insertion et Siège

315 189,80

Autres produits gestion courante

9 411,89

478 167,02

Total produits d'exploitation

10 101 894,89

CREDITS BAILS EN COURS

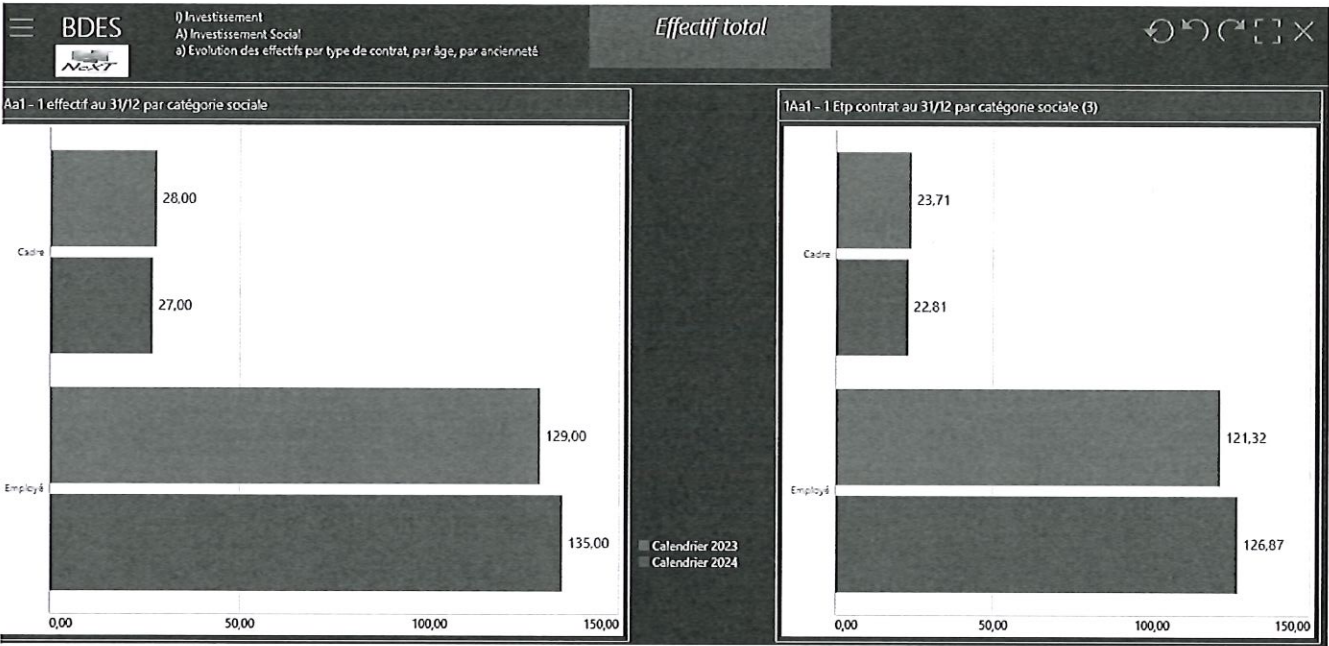
Contrat en cours au 31 décembre 2024 : Aucun crédit n'est en cours.

TABLEAU DES EMPRUNTS 2024

Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Durée (années)	Taux %	Capital Emprunté	Capital dû avant période	Intérêts dus avant période	Capital remboursé dans la période	Intérêts remboursés dans la période	Capital restant fin de période	Intérêts restants fin de période
CREDIT COOPERATIF	30	3,3	860 000,00	573 333,20	189 988,59	28 666,68	18 486,42	544 666,52	171 502,17
CREDIT COOPERATIF	5	4,3	257 000,00	257 000,00	28 474,18	42 833,30	8 904,68	214 166,70	19 569,50
CREDIT AGRICOLE	30	3,72	330 000,00	190 778,98	51 732,59	11 363,07	6 939,69	179 415,91	44 792,90
CREDIT AGRICOLE	30	4,57	55 000,00	34 340,74	12 101,26	1 839,46	1 538,14	32 501,28	10 563,12
			1 502 000	1 055 453	282 297	84 703	35 869	970 750	246 428

Effectifs 2023 et 2024



Répartition de l'effectif total au 31/12 selon la catégorie du poste

Libellé de la catégorie de poste	Calendrier 2023		Calendrier 2024	
	Femme	Homme	Femme	Homme
Totaux généraux	138,00	19,00	141,00	21,00
#N/A	1,00		2,00	
Administration / Gestion	40,00	2,00	40,00	2,00
Direction / Encadrement	19,00	2,00	18,00	2,00
Enseignement et Socio-éducatif	31,00	2,00	32,00	2,00
Paramédical	6,00	1,00	6,00	1,00
Services Généraux	2,00	1,00	2,00	2,00
Socio-éducatif	39,00	11,00	41,00	12,00